



## Les monnaies locales complémentaires (MLC) ou comment relocaliser l'économie

*Depuis septembre 2015, un groupe Colibris s'est constitué sur Bourg-en-Bresse. Dès le début, une commission « Économie » a lancé l'idée d'une monnaie locale complémentaire. Explications.*

Les cartes de fidélité des magasins convertissent vos euros dépensés en points qui vous permettent d'acheter dans ces magasins. Ailleurs, des commerçants se sont groupés avec la même démarche. Le système de monnaie locale consiste à émettre une monnaie, la distribuer à des consommateurs et à rechercher des producteurs et des commerçants qui l'acceptent sur un territoire donné.

### Relocaliser l'économie

Les premiers utilisateurs de la MLC sont des militants souhaitant consommer local, tisser des liens avec les producteurs, limiter les transports. Les producteurs voient dans ce système un moyen de développer leur clientèle, de promouvoir des savoir-faire locaux, de protéger la nature, la santé et l'environnement... Mais d'un aspect militant, la MLC peut dynamiser une économie locale, lutter contre le gaspillage, promouvoir le recyclage et même créer des emplois.

### Des exemples près de chez nous.

On compte 2 500 MLC à travers le monde. On en trouve le plus au Canada, en Angleterre, en Suisse et en France. Hubert Guillet, membre de la commission « Économie » des Colibris01 Bresse Revermont

(suite p 8)

### Abonnez-vous, ré-abonnez-vous

*S'il y a un bulletin d'abonnement dans votre journal, c'est sans doute que vous n'êtes pas abonnés pour 2016.*

*Vous êtes déjà 86 à vous être abonnés ou ré-abonnés pour 2016 et nous vous en remercions. Encore un petit effort pour atteindre notre objectif de 100 qui nous permet d'atteindre l'équilibre financier. En effet, le journal est tiré à 400 exemplaires, servis aux abonnés et déposé gratuitement dans plusieurs lieux. Mais il n'est pas interdit de vous abonner !*

## Petit agenda écolo

**Samedi 28 mai** à Bourg-en-Bresse, *journée des Incroyables Comestibles* et porte-ouverte au jardin de la Providence. (voir p. 2 : *Journée du jardinage*)

**Dimanche 24 septembre**, *journée de la transition*. On ne sait pas encore s'il se passera quelque chose sur notre territoire. À surveiller : <http://www.transitioncitoyenne.org>

**Samedi 7 et dimanche 8 octobre 2016**, *forum des alternatives* à l'Espace 1500 d'Ambérieu-en-Bugey par l'association *Ambérieu Alternatives*.

Plus d'infos sur [www.alternatives.re](http://www.alternatives.re)

**Samedi 15 et dimanche 16 octobre 2016**, *journées des fruits d'automne* à Cuisiat et la *Paria* à Saint-Étienne-du-Bois.

**Dimanche 23 octobre**, *Foire Bio* sous le marché couvert de Bourg-en-Bresse par la Ville de Bourg-en-Bresse et ADABIO.



## Comment mieux vivre ensemble ?

L'association culturelle Sébastien Castillon d'obédience protestante organise depuis plusieurs années ses conférences de printemps. Sans doute inspiré par l'actualité, le thème de cette année était « *Comment mieux vivre ensemble ?* »

Une première table ronde a réuni un prêtre catholique, la pasteur protestante et une adepte du bouddhisme. Pour la seconde, l'association avait invité Noël Chassin du Centre social des Vennes, Brigitte Dauvergne des Colibris et Véronique Roche, conseillère municipale. La troisième table ronde réunissait des personnes qui conduisent des actions concrètes pour contribuer au « *mieux vivre ensemble* ». Philippe Bricard a présenté le SEL, Système d'Échange Local, trois jeunes femmes musulmanes ont expliqué leur

démarche en direction des catholiques, pour qu'on sache que leur religion ne doit pas être assimilée au terrorisme. Jean-Guy Périllat a présenté Micronov, une entreprise d'insertion. Selon lui, les trois fondements du bien vivre ensemble sont :

- La rencontre bienveillante,
  - Avoir une finalité commune,
  - Donner la priorité aux plus fragiles.
- Mais il pointe aussi les trois freins au vivre ensemble :
- Rester seul dans sa bulle,
  - Les inégalités sociales,
  - L'idéologie plus forte que l'humain.

À méditer.

La conclusion de Daniel Guichard « *Si on a des problèmes, c'est à cause de nous et pas des autres.* »

Propos recueillis par Charles Vieudrin

## Hommage à Maya SURDUTS

décédée le 13 avril 2016

Maya SURDUTS est née à Riga (Lettonie) en 1937. Sa famille émigre en France en 1938. Après avoir baroudé à travers le monde, elle revient en France en 1971 après avoir été expulsée de Cuba. Elle poursuit alors sa « carrière » de féministe. Elle est connue pour ses luttes en faveur de la libéralisation de l'avortement et de la contraception. À l'occasion des 30 ans de la loi Veil, en 2005, *Mouvement d'Elles*, soutenu par ATTAC et Ras l'Front avait invité Maya SURDUTS secrétaire générale de la CADAC, (*Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception*) et porte parole du *Collectif national pour le droit des femmes* (CNDF). La loi sur l'IVG de 1975 a donné lieu à des débats violents auxquels Simone Veil a dû faire face avec courage. Il s'agissait à l'époque de lutter contre les avortements clandestins qui occasionnaient de nombreux décès de femmes. C'était avant tout une question de santé publique, mais aussi un mouvement de libération des femmes. À la sortie de la première guerre mondiale, il faut repeupler la France qui conduit alors à une politique nataliste. En 1920, la loi interdit l'avortement et la contraception. On était encore dans cette situation législative dans les années 1970, à la veille de la loi. Dans une archive de Radio Tropiques, Maya nous raconte l'histoire de la loi, une véritable épopée. On peut l'écouter sur le site de Radio Salam à l'adresse suivante : [www.radiosalam.com](http://www.radiosalam.com) puis « Réécouter » puis « Réécouter les magazines » en bleu sous l'adresse.



## Colibris 01 Bresse et Revermont « Faire sa part »

La prochaine réunion publique du groupe *Colibris 01 Bresse Revermont* aura lieu le lundi 9 mai 2016, de 18 h 45 à 21 h à l'Ancienne Maison des Syndicats, 2 bd Irène-Joliot Curie à Bourg-en-Bresse. La suivante, le lundi 20 juin.

De beaux projets se dessinent notamment pour le groupe *Agriculture/Écologie* avec l'idée de proposer aux élus la création d'une ceinture verte autour de Bourg, produisant une alimentation de qualité et de proximité, en lien avec les « Incroyables Comestibles » (voir 1re page), ces légumes qui poussent en ville. Le groupe *Économie* planche sur la création d'une Monnaie Locale Complémentaire dans le bassin de vie de Bourg-en-Bresse et un répertoire des alternatives en tout domaine. Les autres groupes : *Énergie/Habitat*, *Démocratie/Justice*, *Santé*, *Éducation et Art et Culture* sont prêts à vous accueillir.

*Participation aux frais pour la location de la salle. Buffet partagé (chacun apporte ce qu'il veut). Pour un objectif zéro déchet, apporter votre verre et vos couverts.*

Contact :  
[colibris01bresserevermont@hormail.com](mailto:colibris01bresserevermont@hormail.com).  
Et sur Facebook.



## Ciné-ma différence

La prochaine séance de *Ciné-ma différence* aura lieu le samedi 21 mai 2016 à 14 h avec *Le garçon et la bête*, film d'animation japonais.

L'accueil est assuré par des bénévoles formés. Les personnes handicapées sont accompagnées par un travailleur social ou leur famille. L'ensemble du public de la salle, personnes handicapées et personnes valides, est informé du caractère particulier de cette séance ; ainsi, ils peuvent partager ensemble le plaisir du cinéma.

Plus d'infos sur le concept de Ciné-ma différence auprès de l'APAJH de l'Ain au 04 74 52 16 81. Tout le programme du ciné-mateur sur [www.cinemateur.com](http://www.cinemateur.com)

*L'histoire* : Shibuya, le monde des humains, et Jutengai, le monde des Bêtes... C'est l'histoire d'un garçon solitaire et d'une Bête seule, qui vivent chacun dans deux mondes séparés. Un jour, le garçon se perd dans le monde des Bêtes où il devient le disciple de la Bête Kumatetsu qui lui donne le nom de Kyuta. Cette rencontre fortuite est le début d'une aventure qui dépasse l'imaginaire...

### La question du mois

«*Qu'est-ce qui est le plus moral, créer une banque ou l'attaquer ?*»

Bertolt Brech

## Boomerang

Trois militaires français tués au Mali. Leur véhicule blindé a sauté sur une mine, fabriquée par... la Belgique ! (via la Libye bien sûr).

Source : *Journal France Inter* 14.04.2016.

## Journée du jardinage

**Samedi 21 et dimanche 22 mai, Salon bien être** à Péronnas, présence des jardinières des Incroyables Comestibles.

**Samedi 28 mai** à Bourg-en-Bresse, *les Incroyables Comestibles* et le jardin de la Providence vous donne rendez-vous avec le jardinage.

• De 10 h à 16 h, devant l'AGLCA, Maison de la Vie associative, 2 bd Irène

Joliot-Curie, Jardi'broc, 100% gratuit. Un atelier pour enfants « *Je sème je plante* », un atelier pour adulte « *Je fabrique mon lombricomposteur* », je chante et je ris avec le groupe Soliflor et le clown Jackus, spectacle à 14h30.

• De 14 h à 17 h, visite du jardin de la Providence et présentation des actions menées pour le jardinage naturel. Le jardin de la Providence est situé Chemin du même nom qui va de Brou à Bouvent, juste après le Centre Pénitentiaire.

# TAFTA

## Le ministre répond au collectif Stop TAFTA de Bourg-en-Bresse

*Le mois passé, nous avons publié la lettre ouverte à Matthias FEKL en charge du TAFTA au ministère des affaires étrangères. Il n'a pas tardé à répondre et nous publions ici de larges extraits de sa lettre. Il faut dire que l'actualité sur cette question est riche depuis quelques semaines. Si on n'en sait guère plus sur le contenu des discussions (mais il y a eu des fuites ces derniers jours), on a beaucoup entendu nos dirigeants notamment à l'occasion de la venue de Barak OBAMA en Allemagne.*

### Un comité de suivi de 80 membres, ONG, associations, syndicats

« Mesdames, Messieurs,

Dans la lettre « ouverte » du 16 mars 2016, vous soulignez l'opacité dans laquelle se déroulent les négociations transatlantiques. La transparence est un enjeu clé, dont j'ai fait un agenda au cœur de mon mandat.

Dès ma nomination en septembre 2014, ma première action a été de demander officiellement la publication du mandat de négociation, confié par les États membres de l'Union européenne à la Commission, en vertu du droit européen.

Après avoir intégré à ma demande ONG, associations et syndicats, le Comité de SUIVI stratégique de la politique commerciale s'est réuni, sous ma présidence, à huit reprises au Quai d'Orsay. Ce comité, dont sont membres 22 ONG et associations, les principaux syndicats et de nombreuses fédérations professionnelles ainsi que 28 parlementaires nationaux et européens, aborde l'ensemble des sujets relatifs à la politique commerciale... »

«... Pour que ces travaux soient accessibles au plus grand nombre, un compte-rendu des débats de cet organe consultatif, qui réunit aujourd'hui très régulièrement plus de 80 personnes, est systématiquement publié sur le site internet du Ministère des affaires étrangères et du développement international, dont la lisibilité a été améliorée.

### Les parlementaires sont informés régulièrement

Par ailleurs, j'ai souhaité rendre compte très régulièrement au Parlement français, qui est le lieu de l'analyse technique et du débat politique sur la politique commerciale. J'ai ainsi été auditionné par l'Assemblée nationale et le Sénat ou suis intervenu devant ces Chambres à huit reprises pendant la même période. Ces débats publics ont permis d'aborder avec les parlementaires qui en formulent le vœu l'intégralité de leurs interrogations portant sur les négociations du PTCI/TTIP et le texte de l'AECG/CETA. À cet égard, et pour la première fois cette année, j'ai présenté un rapport sur la stratégie du commerce extérieur de la France et la politique commerciale européenne au Parlement pour un débat public. C'est la première fois qu'un ensemble d'informations très précises permet d'avoir une vue d'ensemble sur la position de la France dans le commerce mondial et les orientations politiques portées par le gouvernement.

### TAFTA, les politiques français prennent la parole

NON, les lignes rouges du gouvernement ne sont pas respectées.

La France revendique la paternité de « lignes rouges » sur le projet d'accord de libre-échange UE-États-Unis (TAFTA). Hélas, elles sont constamment contournées par les négociateurs de la Commission Européenne, avec l'assentiment du Conseil de l'UE et donc du gouvernement français. Alors que le TAFTA mobilise toute l'attention médiatique et politique, l'autre accord transatlantique, le CETA, entre l'UE et le Canada, les a complètement ignorées. L'urgence se situe en l'occurrence de ce côté car le CETA est conclu et devrait être transmis au Conseil de l'UE dès ce mois de mai 2016. Le gouvernement français devra se prononcer à l'automne sur un accord négocié dans la plus complète opacité, et qui contient toutes les composantes les plus décriées du TAFTA.

Pour le collectif « Stop TAFTA01 »

Jean Maupoint

### À quand Auvergne-Rhône-Alpes déclarée

### « zone hors TAFTA » ?

Enfin, je me suis rendu à l'invitation de nombreuses collectivités territoriales, déclarées « zone de débat Tafia » ou « zone hors Tafta » à plusieurs débats ouverts à nos concitoyens, ainsi qu'à plusieurs débats publics.

### Poulets au chlore et gaz de schiste

Vous m'interrogez également sur les risques que feraient peser les négociations transatlantiques sur la situation de l'élevage en France, notamment de volailles et l'interdiction de l'exploitation de gaz de schiste en France... »

«... Dans le cadre du PTCI/TTIP, les produits issus de la filière volailles sont considérés comme « sensibles », et donc soumis à des quotas en cas de libéralisation. Le gouvernement français est attentif à ce que d'éventuels quotas soient calibrés de manière à ne pas déstabiliser la filière, déjà fragilisée. Par ailleurs, il convient de rappeler que rien, dans un éventuel accord avec les États-Unis, ne devra remettre en cause les méthodes européennes de désinfection des carcasses de volailles... »

«... Concernant l'exploitation de gaz de schiste en France, un éventuel chapitre relatif à l'énergie dans le PTCI/TTIP ne saurait remettre en cause le moratoire relatif à l'exploitation de cette ressource non conventionnelle qui est en vigueur en France. Le contenu d'un éventuel chapitre relatif à l'énergie concernerait les échanges de ressources énergétiques et non les modalités (suite page 8)



# Ils reviennent de Palestine

*Mercredi 27 avril dernier, à l'occasion de la soirée « Palestine » et avant l'intervention du sociologue palestinien Abaher AL SAKKA, les participants à un récent voyage en Palestine témoignent.*

« Nous étions 14 à découvrir pendant deux semaines la réalité de la vie des Palestiniens.

Pour certains, c'était le premier voyage, le choc de découvrir que la réalité est bien pire que tout ce que l'on peut imaginer, malgré les conférences, les revues, les articles, les témoignages entendus. Pour d'autres, c'était un retour et le constat que la situation s'est encore dégradée depuis la dernière fois.

Nous avons bien sûr découvert l'accaparement des terres, le développement continu des colonies, les check points et les difficultés de déplacement des Palestiniens y compris à l'intérieur de leur propre pays, le mur, les obstacles quotidiens au développement de toute activité, etc.

Mais ce qui nous a le plus touchés c'est l'humiliation quotidienne, la négation de l'histoire, de la présence, de l'identité palestinienne.

Nous avons pu constater que le gouvernement israélien a le même but, par des stratégies différentes selon les situations, celui de faire disparaître les Palestiniens. Nous vous apportons quelques exemples :

Violette, palestinienne de Nazareth, donc israélienne, pharmacienne à la retraite, nous a impressionnés par sa détermination, son analyse :

*« Nous avons la citoyenneté d'Israël, mais pas de droits égaux avec les Israéliens. Ils veulent effacer le caractère palestinien des villes palestiniennes. Avec la détérioration de la structure sociale, nous avons perdu notre identité, nous avons perdu notre langue, nous avons perdu tout notre artisanat, nous avons perdu tout notre héritage, même notre cuisine, même la cuisine que nous faisons, c'est devenu israélien. La salade que vous mangez maintenant, on l'appelle salade israélienne. »*

## L'archéologie au service de la politique de colonisation

A Jérusalem-Est, deux organisations de colons s'approprient les biens des Palestiniens et poursuivent la transformation de leur quartier en parc archéologique, en zone verte ou en jardin biblique. L'association ELAD : des archéologues ont obtenu l'autorisation de faire des fouilles et ils ont le contrôle des colonies. L'association ATERET cohanin, née dans les années 80 ou 90 et maintenant, ils ont augmenté leurs activités. Ils veulent 5 500m<sup>2</sup> et évacuer les maisons en fond de vallée du Cédron. Jusque là a eu lieu l'évacuation de seulement deux maisons, mais leur but est



Réfugiés dans leur propre pays (Camp de AYDA à Bethléem depuis 1948. La clé symbolise le droit au retour)

d'évacuer

80 familles, sous prétexte du droit au retour pour les Juifs. Pourtant, les Palestiniens ont un document de propriété de l'époque ottomane. Ces associations ont le projet d'en faire un jardin biblique. Ces 80 familles représentent environ 600 personnes, où vont-elles aller ?

## Réfugiés dans leur propre pays

À Ma'alul, un village détruit près de Nazareth : nous avons rencontré Ali Ali Sabh qui est le président de l'association culturelle de Ma'alul : c'est l'association des habitants originaires de ce village qui vivent maintenant à Nazareth.

En détruisant les villages et en chassant les habitants, Israël a non seulement privés les Palestiniens de terre, de logement, non seulement il en a tués ; mais il les a aussi réduits à une situation de réfugiés dans leur propre pays, et a effacé de la carte le nom de leur village. De 1948 à 1994, les gens de ce village travaillaient à Haïfa. Ils passaient devant leur village et le voyaient en allant au travail, mais n'avaient pas le droit de s'y arrêter. Beaucoup de personnes ont voulu venir sur les tombes mais ne pouvaient pas. Les enfants nés après 1948 ne connaissaient pas le village. À partir de 1994, ils pouvaient venir visiter leur village (accords d'Oslo).

## Ils changent les noms des villages de Palestine par des noms juifs

Johayna, militante de différentes associations de défense des droits des Palestiniens en Israël. Elle habite à St Jean d'Acre en Israël :

*« La stratégie d'Israël, c'est de remplacer les arabes palestiniens par des juifs. Ils veulent cacher l'histoire palestinienne et inventer une histoire juive alors qu'il n'y avait pas de juifs dans la vieille ville. Ici, disent-ils, a habité le rabbin... Mais ça n'a jamais existé. Ils changent l'histoire, accaparent les maisons, donnent des noms juifs aux rues et aux quartiers. Ils changent les choses tout doucement. Dans deux ou trois générations, l'histoire arabe aura disparu. »*

## L'humiliation prend toutes les formes



À Al Ram, dans la partie de Jérusalem séparée par le mur, peuplée de Palestiniens, nous avons été sidérés quand Fadwa, notre guide nous a emmenés sur une place au pied d'immeubles. Là, provenant des colonies alentour, sont déversées des ordures, qui sont alors recouvertes rapidement de graviers. Les déchets tombent même en contrebas sur des sépultures musulmanes.

Toutes celles et tous ceux que nous avons rencontrés, nous ont souvent exprimé leur angoisse devant un avenir dans le brouillard, voire un avenir noir.

À Bethléhem, nous avons rencontré Susan, responsable d'une association qui regroupent des artisans de toute la Cisjordanie dans le cadre du commerce équitable : « Vous devez agir sur votre gouvernement. On n'a plus d'espoir. L'espoir c'est se réveiller le matin, se maquiller, partir au travail. Nous sommes fatigués. Nous voulons une meilleure vie pour nos enfants. Nous avons peur. Quand je vais de Bethléhem à Hébron, au check-point, je ne bouge pas, je laisse les mains sur le volant, de peur que les soldats tirent si je fais le moindre geste qui peut être mal interprété. Israéliens et Palestiniens, nous avons tous peur les uns des autres ».

À Ramallah, Hélène, 85 ans, vit depuis 53 ans à Ramallah, elle est responsable du centre melkite de broderies : « On ne voit aucune porte de sortie. C'est la brume. La résistance, c'est de vivre ici ».

À Silwan, Jérusalem-Est, Sahar est adjointe du directeur du centre Madaa, et responsable des activités avec les enfants : « Depuis octobre dernier, les arrestations d'enfants ont beaucoup augmenté. J'ai toujours peur pour mes enfants, qu'ils se fassent arrêter. Quand un enfant est arrêté, que ce soit pour un jour, ou pour plusieurs jours, l'important c'est le traumatisme ».

À Naplouse, au camp de réfugiés de Balata, Abdallah travaille au centre culturel Yaffa : « L'exil est notre seul héritage. Notre espoir c'est de travailler, de travailler beaucoup pour améliorer la situation, trouver des solutions ».

Et pourtant... nous avons vu des Palestiniennes et des Palestiniens heureux de nous rencontrer, nous réservant un accueil tellement chaleureux, nous ouvrant leur maison, nous préparant de bons repas et développant une multitude de projets, même si leurs moyens financiers sont de plus en plus limités.

## Culture et agriculture, deux pôles de résistance

À Tulkarem, Fayez et sa femme Mona ont connu la séparation de leurs terres par le mur. Ils ont vécu plus de deux ans avec des barbelés qui les empêchaient d'accéder à leurs champs, avec l'adduction d'eau cassée par des colons, des serres déchirées, un produit toxique pulvérisé sur leur champ. Mais devant leur détermination, finalement, les soldats ont cédé. Maintenant, ils exploitent une ferme en maraîchage bio coincée entre le mur et une usine israélienne. Ils reçoivent des étudiants de l'université pour mener des recherches agronomiques, sont très inventifs pour produire leur énergie et pouvoir ainsi se passer de celle vendue par Israël.

À Hébron, dans le domaine de la culture, nous avons été reçus par à l'association « Yes theatre ». Raed, acteur et prof de théâtre, co-fondateur de l'association, nous parle des défis qu'ils ont à relever, que ce soit bien sûr celui de lutter contre l'occupation, mais aussi d'affronter la tradition qui ne voit pas toujours d'un bon œil la culture, la musique, la danse, le spectacle, le fait que garçons et filles puissent être en contact. Et pourtant, il croit à l'importance du théâtre, de la musique, de la danse pour donner de l'espoir, de la créativité, l'esprit de tolérance aux jeunes. « un homme sans espoir est un homme dangereux » dit-il.

Il poursuit : « De Jérusalem à Hébron, nous nous tenons ensemble pour défendre notre terre, notre culture, chrétiens et musulmans ensemble. J'invite les enfants, les jeunes, à s'aimer eux-mêmes. Ils peuvent s'exprimer, donner leur avis, dire oui, dire non ».

À Farkha, petit village de 1700 habitants de la région de Salfit, Baker, le maire est très fier de nous parler du festival international organisé chaque été, le 23e pour 2016. Des dizaines de bénévoles viennent chaque année du monde entier et d'autres régions de Palestine : environ 200 pendant 8 jours. Le séjour est partagé entre chantiers d'aménagement du village, ateliers d'artisanat de débats politiques de formation et spectacles vivants. Conduire un festival comme ça n'est pas facile : « On n'affronte pas seulement l'occupation israélienne, mais aussi les intégristes religieux qui ne veulent pas cette musique, ce mélange hommes-femmes. Il faut être très vigilant pour ne pas leur laisser une brèche. Jusqu'au 10e festival, il n'y avait pas de filles, puis après on a été assez forts pour imposer leur présence. Au cours du festival, il y a une journée spéciale pour les enfants pour qu'ils aient envie de vivre le festival et ensuite de s'y engager ».

On ne peut pas vous rendre compte de toutes les initiatives, de cette force de vie qui nous a submergés, que ce soit dans le domaine de la défense du droit des femmes avec l'association Sunflower à Al Ram, dans la force des étudiants en français de l'université de Naplouse, l'un d'eux disant : « Avant d'être juifs, musulmans chrétiens, on est d'abord des êtres humains. Nous sommes responsables de ce que va devenir la Palestine. Au début, j'ai voulu apprendre le français pour m'échapper, mais maintenant, je sais que la musique est mon chemin pour faire quelque chose pour la Palestine. »

...



## Cette merde, c'est la mienne, c'est aussi ma responsabilité

Nous avons eu aussi un aperçu de la société israélienne engluée dans la peur de l'autre, dans la victimisation, dans l'ignorance de la réalité concernant les Palestiniens. Daniela que nous avons rencontrée lors d'une soirée à la Maison d'Abraham. Elle est israélienne, juive pratiquante et membre de l'association Marshon watch. Elle condamne par des propos très fermes la politique de son gouvernement : « Cette merde est la mienne, c'est aussi ma responsabilité. Tout ce que le gouvernement fait, il le fait en mon nom, je ne peux pas rester indifférente. S'indigner, c'est une question de dignité. Les check points, ce n'est pas pour la sécurité d'Israël, c'est une punition collective, c'est un moyen pour contrôler, humilier. On me dit : toi, tu aimes les Palestiniens. Je ne milite pas parce que j'aime les Palestiniens, mais pour la Justice et le droit ».

Michale, à l'association Sadaka Reut à Jaffa : Elle a rejoint cette association et constate que c'est seulement à 30 ans qu'elle a pu échanger d'égal à égal avec des Palestiniens. Avec sa famille et son entourage, ce n'est pas facile, elle ne peut pas se faire comprendre. Elle espère faire évoluer sa famille, mais pour l'instant par exemple, ils ne veulent pas regarder des vidéos qui montrent la réalité des Palestiniens. « Les jeunes israéliens sont persuadés qu'il faut se défendre, qu'il faut faire l'armée ».

## Aidez-nous et témoignez

Les personnes que l'on a rencontrées nous ont fait part de leurs attentes. Un fort besoin de rencontres, de contacts, en particulier chez les jeunes. Demandes également de soutien financier. Combien de fois a-t-on entendu « il y a de l'argent qui arrive en Palestine à l'Autorité palestinienne, mais il n'arrive pas jusqu'à nous ». De l'argent, pourtant, il en faut.

À Wadi Fukin, village entouré de colonies qui grignotent les terres palestiniennes et risquent de couper la seule route d'accès au village. Et pourtant les Palestiniens replantent des oliviers, développent le réseau de distribution d'eau. Les femmes ont des projets.

À Al Auja où Salah, conseiller municipal, nous a fait part de la demande de paysans pour rénover de nouveaux bassins de rétention

d'eau. Un bassin permet à 10 à 20 familles de cultiver quatre fois plus de parcelles irriguées.

À Nazareth, où des femmes ont créé un centre qui doit tenir trois ans avant d'espérer atteindre un équilibre financier.

À Nazareth aussi où les besoins pour aider les enfants de Gaza malades du cancer qui doivent venir se faire soigner accompagnés de leur mère sont énormes.

Demande de témoigner : « vous êtes notre voix » nous a-t-on dit. « Interpellez les responsables politiques français, européens et la communauté internationale. Maintenez la pression auprès de vos



élus : organisez des voyages avec eux pour qu'ils découvrent la réalité.» Encouragement à agir dans la campagne BDS. Boycott qui permet un engagement citoyen. Mais nécessité aussi du désinvestissement et des sanctions.

Nous sommes rentrés enrichis de toutes ces rencontres, de cet accueil chaleureux partout où nous sommes passés. Nous sommes emplis de l'envie de partager cette expérience positive pour tous, même si certains avaient quelques appréhensions avant le départ. Comment partager cette expérience au-delà du cercle de celles et ceux qui sont déjà convaincus ? »

Au nom des 14 participants au voyage en Palestine d'avril 2016.

(Les inter-titres sont de la rédaction)

## Ecophyto

Au lieu de baisser, l'usage des pesticides augmente !

Suite au Grenelle de l'Environnement et au Plan National Santé Environnement de fin 2007, un plan nommé « Ecophyto » avait pour objectif de diminuer de 50 % « si possible », l'usage des pesticides en agriculture notamment d'ici 2018. Après avoir constaté une augmentation annuelle moyenne de 5 % entre 2009 et 2013 et même un pic de 9.2% entre 2012 et 2013, le ministre Stéphane LE FOLL a jeté l'éponge. Il n'arrête pas de parler d'agro-écologie, de nouvelles pratiques agro-écologiques, mais les habitudes des agriculteurs et les lobbies de la chimie sont plus forts que lui. Du coup, il revoit son objectif : diminuer de 20 % d'ici 2020 et de 50 % d'ici 2025. « Y s'en fou, y sera plus là ! ». Et si encore ça n'avait rien coûté. Mais l'État a déjà

dépensé 40 millions d'euros pour rien et envisage d'en dépenser 70 dans ce nouveau plan, ceci pour indemniser les distributeurs de produits phytosanitaires et les agriculteurs. Une gâterie économique et écologique. CV



## Café philo, séance spéciale le jeudi 19 mai

Dans le cadre de l'événement culturel et artistique annuel *Bas les masques*, la ville de Bourg-en-Bresse présente l'exposition « *L'art est un mensonge* ». À l'invitation du service culturel de la ville, le café philo se délocalise. Une séance spéciale aura lieu à H2M, Hôtel Marron de Meillonas, 5 rue Teynière à Bourg-en-Bresse le jeudi 19 mai à 19 h. Le thème de circonstance « *L'art est-il un mensonge ?* ». Visite commentée de l'exposition à 18 h 30, café philo de 19 h à 20 h 30. Entrée libre et gratuite.



## Financement des partis politiques

Pourquoi sont-ils candidats ? Pourquoi est-il important qu'ils soient élus ?

Être candidat à une élection ne coûte rien ni aux candidats ni à leur parti s'ils obtiennent au moins 5 % des suffrages exprimés. Ce qu'on sait moins, c'est que chaque voix aux élections rapporte 1.70 € par an aux partis politiques. Il suffit pour cela qu'ils obtiennent au moins 1 % des voix dans 50 circonscriptions. S'ils ne respectent pas la parité homme/femme dans les candidatures, ils sont pénalisés. Il suffit donc de se présenter pour financer son parti. Mais ce n'est pas tout, chaque élu, député ou sénateur rapporte 40 000 € par an à son parti.

La prochaine fois, je vous parlerai du financement des syndicats. Et la fois d'après, du financement des associations. Vous avez dit « *Corps intermédiaires* ». Oui, mais on n'est pas tous logés à la même enseigne.

Charles VIEUDRIN

## Canons à neige à Hauteville

# Une gabegie économique et écologique

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué de presse donné à l'occasion d'une réunion qui s'est tenue le vendredi 22 mars 2016 à Hauteville/Lompnès.

### « Changement climatique et gaspillage économique : la Communauté de Communes du Plateau d'Hauteville sur la mauvaise pente !

La Communauté de Communes du Plateau d'Hauteville vient de voter une dépense de près d'un million d'euros pour une installation de canons à neige artificielle sur le site de *Terre Ronde* à Hauteville-Lompnès ! Alors que le réchauffement climatique rend l'enneigement de plus en plus aléatoire, alors que les stations de ski en dessous de 1500 m sont «condamnées» à court terme, le projet consisterait à produire de la neige entre 930 et 1030 m d'altitude, sur une pente orientée à l'ouest ! alors que la soi-disant «garantie neige» par la neige artificielle n'est non seulement pas possible mais un leurre complet à l'altitude de *Terre Ronde*, alors que le développement du ski alpin de *Planachat* dans la commune voisine de *Cormaranche-en-Bugey* a été abandonné en 2010, alors que la *Convention de Massif du Jura 2015-2020* préconise l'adaptation des activités touristiques au changement climatique en développant l'itinérance et les sports de nature durables dans une dynamique « 4 saisons », alors que l'eau sera pompée dans la zone humide de l'étang d'Angeville et menacera sa pérennité par une consommation possible de 4 000 à 9 000 m<sup>3</sup> chaque hiver, alors que la production de neige artificielle coûte 2,5 € / m<sup>3</sup>, consomme 25 000 KWh pour 1 hectare de neige artificielle et participe à 10 à 15 % du prix du forfait, alors qu'une grande partie de la population est opposée au projet, On croit rêver !

Une pétition a réuni à ce jour plus de 4000 signatures pour un territoire de 6000 habitants.

Les associations de protection de l'environnement impliquées en milieu montagnard : l'Union Régionale FRAPNA, la FRAPNA Ain, Mountain Wilderness et la FFCAM de l'Ain soutiennent l'action du collectif citoyen du plateau d'Hauteville/Valromey et demandent d'arrêter cette gabegie financière au détriment de la Nature, la réorientation vers des projets de développement touristique diffus, respectueux de l'environnement, sur tout le territoire et pour toutes les saisons.

#### Contacts :

FRAPNA Ain, 44, Avenue de Jasseron, frapna-ain@frapna.org

Pour en savoir plus :

Collectif citoyen du plateau d'Hauteville Valromey.

Colloque FRAPNA 2015 climat et montagne.

Changement climatique en France.

Reconversion d'une station de ski alpin :

Le Biot (74) : site de la commune. Les adieux au ski d'une station savoyarde  
Plan Neige

### ébullitions - journal mensuel

n°133 - avril 2016

• Prix au n° : 1,5 € • Abonnement un an, 10 n° : 15 €

• Six mois : 7,50 €

(chèques libellés au nom de : Association ébullitions)

Adresse : Maison de la Vie Associative,  
2 boulevard Irène Joliot-Curie, CS 70270  
01006 BOURG-en-BRESSE, CEDEX.

Contact et envoi des textes : 06 63 30 81 01  
ebullitions01@gmail.com

Né au sein du Forum départemental des listes citoyennes, le collectif de réalisation et d'animation créé avec Jean-Pierre COTTON est composé actuellement de Laurent HERVIEU, Guy MAULANDI, Patrick PERRET, Jean Luc MAURIER, Vanessa HÉRAULT, Charles VIEUDRIN, Armand DARMET.

### La phrase du mois

« À force de vouloir rentrer dans le moule, on finit par ressembler à une tarte ».

Rapporté par Gérard Authelain à la conférence de l'association Sébation Castellion,

le 30 mars 2016, une séance consacrée au mieux vivre ensemble.



## Monnaies locales (suite de la première page)

est allé voir l'ELEF à Chambéry.

« L'ELEF sur Chambéry est officielle depuis 15 mois. Elle fait référence aux 'Quatre sans culs' célèbres pour avoir aidé les troupes à passer les Alpes, quatre éléphants monumentaux de la fontaine d'une place centrale de Chambéry... Philippe VACHETTE accompagne la dynamique commune « accorderie-monnaie locale » sur un bassin de vie de 120 000 habitants dont les deux villes principales sont Chambéry et Aix-les-Bains... ».

### Comment ça marche ?

« Les collectivités locales ont dégagé un budget de 100 000 € annuel pour l'accompagnement de la MLC.

L'utilisateur paye une adhésion de 1 €/an et les 100 prestataires (producteurs, commerçants) 50 € chacun.

70 000 ELEFS ont été échangés en 15 mois avec le crédit coopératif (la banque la moins sale du marché avec la banque postale) sachant que la NEF pourra être sollicitée en 2017 par les associations... Au pays basque 500 000 Euskos sont échangés chaque année.

Pour l'ELEF, l'ambition est de passer à 150 000 ELEFS très rapidement, car au-delà de la démarche militante du « pense pas bête », il y a un modèle économique qui doit faire ses preuves, où sur 10 € échangés, 7 doivent servir le territoire. Pas comme le système actuel qui privilégie la spéculation financière à l'investissement et au développement économique au service du plus grand nombre... »

### Une charte pour passer de la théorie à la pratique

« La MLC, c'est un état d'esprit à développer et des pratiques à mettre en application sans dissuader les bonnes volontés par de la bureaucratie et des exigences trop élitistes voire idéalistes.

Un conseil de bénévoles avec l'équipe de salariés se concertent régulièrement deux fois par mois sur la base des valeurs de la charte. Une stratégie de communication est planifiée (événements, forums, festivités, etc.) et gérée par les salariés et bénévoles pour faire de la pédagogie auprès du plus grand nombre de personnes et accompagner ceux qui pratiquent. Les commerçants n'ont pas deux caisses et il n'y a pas de fonte de la monnaie (pas de pièces). Le mode de paiement papier reste une démarche, un support pédagogique mais la dématérialisation est prioritaire et urgente pour crédibiliser le modèle économique et faciliter les relations avec et entre commerçants ».

### L'appui indispensable des collectivités locales territoriales

« 30% du budget représente le soutien actuel des collectivités avec une convention pluri-annuelle de départ et dégressive (plus de 50% à la création).

Après la gauche, la droite élue à la mairie de Chambéry en 2014 a respecté les conventions. Les relations sont bonnes pour un développement local économique-social et environnemental de qualité. Cette dynamique est encouragée, elle développe des réseaux et valorise l'image des participants.

La loi d'avril 2014 sur l'économie sociale et solidaire (Benoit Hamon) et la possibilité de créer des monnaies locales pose des règles officielles qui nous permettent d'avancer en toute légalité ».

Alors que nous sommes cernés par l'ELEF de Chambéry, la PIVE de Lons le Saunier, la GONNETTE et le CANUT de Lyon, à quand la MLC du bassin de Bourg-en-Bresse ? Le concours est ouvert pour lui trouver un nom.

Vous pouvez rejoindre les Colibris en écrivant à :

colibris01bresserevermont@hotmail.com et en participant à la prochaine réunion lundi 9 mai ou lundi 20 juin à 18h 45 à l'ancienne maison des syndicats, 2 bd Irène Joliot-Curie à Bourg-en-Bresse, près du cinéma Amphi.

Propos recueillis par Charles Vieudrin

Pour en savoir plus sur les MLC,

Le site national : <http://monnaie-locale-complementaire.net>

L'annuaire de l'ELEF : <http://www.lamonnaieautrement.org>

## TAFTA (suite de la page 5)

d'exploitation de celles-ci, qui relèvent de décisions souveraines nationales et européennes.

## Tribunaux arbitraux, la France dit non

Enfin vous insistez sur les risques que présente le mécanisme d'arbitrage dont vous estimez qu'ils n'ont pas tous été levés.

Une consultation publique organisée par la Commission européenne a permis de réunir 150.000 réponses critiques à l'égard de ce mécanisme. Soutenue par la France, cette consultation répond à une exigence et une attente démocratiques. Partant du constat des dérives de l'arbitrage investisseur-État, la France a pris l'initiative de faire une proposition ambitieuse pour la mise en place d'une véritable justice internationale de l'investissement, à travers notamment l'institution d'un Cour permanente composée de membres nommés par les États. Le dispositif européen reprend une grande partie de la proposition française. Nous regrettons, pour notre part, que l'Union européenne n'ait pas retenu les propositions en matière de sanctions financières infligées en cas de plaintes abusives des investisseurs ainsi que les mesures de quarantaine pour renforcer encore la neutralisation des conflits d'intérêts. Toutefois, je le dis très clairement : bien qu'imparfait, ce nouveau système est une conquête démocratique et une victoire diplomatique pour la France... »

«... Le texte de l'AEGC/CETA finalisé fin février prévoit en effet la création d'un Tribunal permanent, doté d'un appel, composé de juges nommés et rémunérés par les Parties au traité (le Canada et l'Union européenne), soumis à des exigences éthiques renforcées... »

«... Outre le changement de nature du système, qui de privé est devenu public, nous avons redéfini précisément le droit applicable aux différends entre les entreprises et les États... »

«... Par l'ensemble de ces transformations, la voie vers une nouvelle justice de l'investissement est ouverte. Certes il est toujours possible de souligner le chemin qui reste à parcourir, mais ce nouveau dispositif est un acquis incontestable et l'amorce d'une profonde évolution du système des relations entre investisseurs et États... »

«... J'espère avoir ainsi répondu à vos interrogations, et me tiens à votre disposition pour poursuivre nos échanges dans le cadre du débat démocratique, auquel je suis, vous l'aurez compris, profondément attaché.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations les meilleures... »

Matthias FELK